

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Appel d'offres ouvert

**Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la
commande publique**

MARCHE N : 2569R06AO

**SERVICES D'ASSURANCE POUR LES CCI DE LA
REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES, LEURS
ETABLISSEMENTS GERES ET STRUCTURES
ASSOCIEES**

LOT N° 11 CYBER RISQUES

POUVOIR ADJUDICATEUR

**CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes
Centrale d'Achats de CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**

32 Quai Perrache - CS 10015

69286 LYON CEDEX 02

Site web : www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique : marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

PREAMBULE

Suite à la mise en application du Règlement européen sur la Protection des données personnelles et à la multiplication des cyber attaques, La Chambre de Commerce et d'Industrie de région AUVERGNE-RHONE-ALPES agissant tant pour son compte que pour celui des chambres de commerce et d'industries Territoriales, leurs établissements gérés et structures associées, souhaite souscrire une police CYBER RISQUES

Liste des membres de la Centrale d'achats ayant confirmé leur participation à ce lot :

- CCI de région Auvergne- Rhône-Alpes
- CCI Locale Beaujolais (rattachée à la CCI de Région Auvergne-Rhône-Alpes)
- CCI de l'Ain
- CCI de l'Ardèche
- CCI de l'Allier
- CCI du Cantal
- CCI de la Drôme
- CCI de Grenoble
- CCI Nord-Isère
- CCI de la Haute-Loire
- CCI de Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne
- CCI du Puy-de-Dôme
- CCI de Savoie
- CCI de la Haute-Savoie
- ESG Clermont-Ferrand

RENSEIGNEMENTS

Voir SYNTHÈSE DONNÉES TECHNIQUES

DECLARATION DE L'ASSURE

La Chambre de Commerce et d'Industrie de région AUVERGNE-RHONE-ALPES agissant tant pour son compte que pour celui des chambres de commerce et d'industries Territoriales, leurs établissements gérés et structures associée déclare n'avoir aucun antécédent sinistre, ni enquête de la CNIL, ni interruption non programmée du réseau supérieure à 24 heures, perte ou vol de données sur un serveur.

CLAUSES PARTICULIERES D'ORDRE GENERAL

Les garanties couvrent l'ensemble des malveillances informatiques internes (y compris erreur humaine) ou externes, telles que par exemples les virus, les accès illicites à des données personnelles ou confidentielles, les crypto-logiciels, les ransomwares, les attaques par déni de service ou toutes intrusions numériques non autorisées.

La garantie « fraude et ingénierie sociale » couvre les actes frauduleux internes ou externes commis par des moyens informatiques, numériques ou téléphoniques, y compris les actes relevant de l'ingénierie sociale. Sont notamment garantis : le détournement de fonds par piratage informatique, les faux ordres de virement consécutifs à une usurpation d'identité ou une manipulation humaine (fraude au président, fraude au fournisseur), le piratage de lignes téléphoniques, ainsi que tout

autre détournement d'actifs financiers, y compris ceux impliquant des moyens de paiement (cartes bancaires ou équivalents numériques).

Garantie « atteinte à l'e-réputation et responsabilité média » couvre les frais engagés par le souscripteur pour faire cesser ou atténuer les conséquences d'actes de diffamation, injure, dénigrement ou atteinte à l'image diffusés par voie numérique, visant le souscripteur, ses représentants ou ses préposés.

Elle inclut également les garanties relevant de la responsabilité civile média, notamment en cas de diffusion en ligne de contenus portant atteinte à des droits de tiers (diffamation, plagiat, atteinte aux droits d'auteur, à la vie privée ou à l'image, etc.).

La garantie « assistance, gestion de crise et amélioration de la sécurité » couvre l'ensemble des frais engagés à la suite d'un sinistre garanti, notamment ceux relatifs aux mesures d'urgence et de conservation, à l'investigation numérique, à la correction de la faille exploitée, ainsi qu'à l'accompagnement du souscripteur en matière de gestion de crise, de communication de crise et de conseils spécialisés. La garantie inclut également les coûts liés à l'amélioration du niveau de sécurité du système d'information après l'incident, notamment les mesures visant à prévenir toute récurrence, y compris les frais de mise en conformité aux standards de sécurité applicables tels que le référentiel PCI-DSS, lorsque l'assuré est amené à traiter des paiements par carte bancaire. Elle prend également en charge les honoraires d'avocats ou de conseils juridiques nécessaires à la défense des intérêts de l'assuré.

OBJET DE LA GARANTIE

L'assureur devra proposer à **minima** les garanties suivantes:

GARANTIES DEMANDEES	Montant des garanties
ASSISTANCE ET GESTION DE CRISE	
ASSISTANCE ET GESTION DE CRISE <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à disposition d'une plateforme d'assistance (hotline). Intervention des services d'assistance dans les domaines : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Sécurité des réseaux informatiques. ➤ Juridique ➤ Frais légaux, dont de notification. ➤ Frais de monitoring-veille ➤ Frais d'expertise informatique ➤ Frais de restauration du Système informatique et reconstitution des données. ➤ Frais d'amélioration de la sécurité du système informatique 	
ASSURANCE DES DOMMAGES :	
GARANTIE DES FRAIS ET PERTES ENCOURUS PAR LA COLLECTIVITE A LA SUITE D'UNE ATTEINTE AUX SYSTEMES D'INFORMATION ET AUX DONNEES PERSONNELLES ET CONFIDENTIELLES DE L'ASSURE : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Frais supplémentaires d'exploitation et/ou perte d'exploitation. ➤ Paiement de la rançon ➤ Frais liés à une cyber extorsion dont fraude et surfacturation téléphonique ➤ Pertes liées aux cartes de paiement ➤ Frais de notification et de surveillance des données volées ➤ Frais de remise en état et de reconstruction des données ➤ Frais de décontamination suite à maliciel. 	L'assureur proposera a minima 1 000.000 € avec une franchise tout sinistre de 3 000€ Franchise spécifique à la perte d'exploitation 24 heures
ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE CIVILE	
GARANTIE DES FRAIS ET PERTES ENCOURUS PAR L'ASSURE SUITE A LA RECLAMATION D'UN TIERS DU FAIT DE L'ENGAGEMENT DE RESPONSABILITE <ul style="list-style-type: none"> ➤ Divulgation de données protégées personnelles ou confidentielles. ➤ Vol et altération de données protégées personnelles ou confidentielles. ➤ Attaque par déni de service du fait de la participation du système d'information de la collectivité dirigé contre un système informatique extérieur. ➤ Responsabilité civile en cas de transmission non intentionnelle de virus 	
Frais de reconstitution de l'image ou de la réputation	
Sanctions pécuniaires d'une autorité administrative	
Enquête et sanction d'une autorité administrative	
Frais pour pénalités PCI-DSS	
Frais liés à l'altération du site internet, de l'extranet	
Frais de défense en cas d'enquête de la CNIL	
PROTECTION JURIDIQUE	
Assistance juridique téléphonique et DEFENSE RECOURS	SANS FRANCHISE

ANNEXES

- PRESENTATION TECHNIQUE

Pas d'état des sinistres, ce contrat n'ayant jamais été souscrit